

AMNESTY INTERNATIONAL ÉFAI

Index AI : ASA 11/008/01

DOCUMENT PUBLIC
Londres, mars 2001

perpétrés à Yakaolang

Résumé *

Amnesty International a reçu des renseignements détaillés qui corroborent de précédents témoignages sur le massacre de plus de 300 Hazara, hommes non armés, femmes et enfants, perpétré en janvier 2001 à Yakaolang, localité située dans la province de Samangan au centre de l'Afghanistan. Lors de la reprise de Yakaolang le 7 janvier, les taliban auraient sommairement exécuté un certain nombre de personnes qu'ils venaient d'arrêter. Fin décembre 2000, les taliban avaient perdu pendant peu de temps le contrôle de ce district qui avait été conquis par le Hezb-e Wahdat (Parti de l'unité), parti opposé aux taliban et qui affirme être soutenu par la minorité hazara. Des témoins ont également déclaré à Amnesty International que les troupes du Hezb-e Wahdat avaient perpétré au moins quatre exécutions sommaires durant les quelques jours où elles avaient contrôlé Yakaolang à la fin de décembre 2000.

Des témoins ont affirmé avoir vu des taliban tirer délibérément deux roquettes en direction d'une mosquée où 73 femmes, enfants et vieillards s'étaient réfugiés. Personne n'a pu entrer dans la mosquée pendant trois jours et seuls deux jeunes enfants ont survécu.

En publiant le présent rapport, Amnesty International s'associe aux préoccupations exprimées par les Nations unies et des organisations de défense des droits humains à propos des

* La version originale en langue anglaise du document résumé ici a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni, sous le titre Afghanistan: Massacres in Yakaolang. Seule la version anglaise fait foi. La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat international par LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL - ÉFAI - mai 2001.

Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents.

Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org

massacres de Yakaolang.

L'organisation appelle à nouveau la communauté internationale à mettre en place un organisme international doté d'une structure dont l'indépendance, l'impartialité et la compétence soient reconnues afin d'enquêter sur ces massacres, d'établir les faits, d'en identifier les auteurs et de recommander des moyens de les traduire en justice.

Amnesty International exhorte toutes les factions en guerre, y compris les taliban, à respecter en toutes circonstances le droit international qui prohibe l'homicide de civils et autres atteintes aux droits humains, et à veiller à ce que leurs combattants ne se livrent pas à de tels agissements. Elle les prie d'écarter du service actif ceux de leurs membres qui sont impliqués dans des atteintes aux droits humains et de faire en sorte que leur comportement fasse l'objet d'une enquête menée par un organisme indépendant, impartial et compétent afin qu'ils aient à rendre compte de leurs actes.

perpétrés à Yakaolang

AFGHANISTAN Massacres

SOMMAIRE

Le contexte	2
par les taliban d'individus non armés et de civils perpétré	
Le bombardement d'une mosquée par les taliban	4
Le rejet par les taliban des préoccupations de la	5
communauté internationale	
Les exécutions sommaires imputables au Hezb-e Wahdat	6

Recommandations

Amnesty International a reçu des informations détaillées qui corroborent de précédents témoignages sur le massacre de civils perpétré à Yakaolang, localité située dans la province de Bamiyan au centre de l'Afghanistan. Selon des témoins oculaires, après avoir repris Yakaolang le 7 janvier, les taliban auraient sommairement exécuté un certain nombre de personnes qu'ils venaient d'arrêter. Fin décembre 2000, les taliban avaient perdu pendant peu de temps le contrôle de ce district qui avait été conquis par le Hezb-e Wahdat (Parti de l'unité), parti opposé aux taliban et qui affirme être soutenu par la minorité hazara. Des témoins ont également déclaré à Amnesty International que les troupes du Hezb-e Wahdat avaient perpétré au moins quatre exécutions sommaires durant les quelques jours où elles avaient contrôlé Yakaolang à la fin de décembre 2000.

Pendant plusieurs jours, les taliban ont massacré plus de

300 personnes, des hommes non armés ainsi qu'un certain nombre de femmes et d'enfants. Les victimes ont été sommairement exécutées ou délibérément abattues.

Des témoins ont déclaré : « Des habitants de Kata Khana se sont réfugiés dans la mosquée en pensant que les taliban respecteraient le caractère sacré du lieu, mais ils ont eu tort ! » Ils ont affirmé avoir vu des taliban tirer délibérément deux roquettes en direction de la mosquée où 73 femmes, enfants et vieillards s'étaient réfugiés. Le bâtiment s'est effondré ; les taliban n'ayant autorisé personne à venir en aide aux victimes pendant trois jours, toutes les personnes qui se trouvaient dans la mosquée sont mortes, à l'exception de deux jeunes enfants.

En publiant le présent rapport, Amnesty International s'associe aux préoccupations exprimées par les Nations unies et des organisations de défense des droits humains à propos des massacres de Yakaolang (voir plus loin).

L'organisation appelle à nouveau la communauté internationale à mettre en place un organisme international doté d'une structure dont l'indépendance, l'impartialité et la compétence soient reconnues, afin d'enquêter sur les informations concernant ces massacres, d'établir les faits, d'identifier les auteurs et de recommander des moyens de les traduire en justice.

Amnesty International exhorte toutes les factions en guerre, y compris les taliban, à respecter en toutes circonstances le droit international humanitaire qui prohibe les atteintes aux droits humains, entre autres l'homicide de civils. En premier lieu, les taliban devraient veiller à ce que leurs combattants ne se livrent pas à de tels agissements. Ils devraient ensuite écarter du service actif ceux de leurs membres qui sont impliqués dans des atteintes aux droits humains et faciliter les enquêtes sur leur comportement menées par un organisme indépendant, impartial et compétent afin qu'ils aient à rendre compte de leurs actes.

Le contexte

Ces atteintes aux droits humains ont été commises dans le contexte du conflit persistant qui oppose les taliban et le Hezb-e Wahdat pour le contrôle de la province de Bamiyan.

À la suite de leur dernière reconquête de Yakaolang, les taliban auraient également détruit des maisons et des vergers et pillé des réserves de nourriture. Voici ce qui s'est passé, tel que l'a raconté un témoin contacté par Amnesty International :

« Ils ont incendié nos maisons et coupé les arbres avec des tronçonneuses et des scies électriques. Sur les vergers et les buissons ils ont pulvérisé un produit chimique de couleur rouge qui a détruit la végétation en quelques heures. Ils ont aussi versé ce produit directement sur les arbres, en particulier les

abricotiers et les pommiers, qui sont morts encore plus vite. Il est évident qu'ils voulaient détruire notre nourriture, sinon pourquoi est-ce qu'ils auraient brûlé nos récoltes, mis le feu à nos maisons et pillé le grain, la farine et les autres produits alimentaires ? Cette année c'est la sécheresse et ils ne nous ont rien laissé à manger, rien du tout ! Alors nous sommes partis. »

Un certain nombre de civils auraient trouvé la mort à la suite d'échanges de coups de feu entre les deux camps.

Une douzaine d'enfants auraient été tués au cours d'attaques lancées contre des habitations par les combattants. Il est difficile de savoir qui a pris ces maisons pour cibles, mais les renseignements disponibles indiquent que les taliban s'y étaient installés pour riposter aux tirs en provenance des positions du Hezb-e Wahdat dans la montagne. Les témoins estiment que les deux camps sont responsables des attaques :

« Tout a débuté avec l'entrée du Hezb-e Wahdat dans Yakaolang vers onze heures du soir [en décembre 2000]. Il faisait froid et il neigeait beaucoup. Les combats ont commencé. La zone était défendue par les taliban qui se déplaçaient d'un bâtiment à l'autre. Les troupes du Hezb-e Wahdat se sont mises à tirer dans leur direction ; cela a duré environ quatre heures. Les tirs venaient des montagnes. Des maisons ont été touchées et certaines ont pris feu. Nous avons ensuite appris que 11 enfants de six à douze ans étaient morts dans ces maisons et que deux femmes et trois vieillards avaient été grièvement blessés. »

Par les taliban d'individus non armés et de civils perpétré

Les taliban auraient lancé leur attaque pour reprendre Yakaolang en partant de Bazar Nayak et en suivant l'axe Bamiyan-Shahr Naw dans le district de Yakaolang. Des témoins ont décrit comment les taliban avaient dans un premier temps renforcé leur contrôle sur Yakaolang :

« Ils sont venus en force. Les affrontements ont commencé vers 8 h du matin [le 7 janvier] ; il faisait très froid et les gens n'avaient nulle part où aller. Beaucoup de taliban étaient déployés à Tapa Kabuli et Poshta Akhund, tout près du bâtiment du wolaswali [l'administration du district] situé à un quart d'heure de marche vers le nord. Des taliban sont venus à Sangar Navy Gaz et à Sare Kutal Sorkhak. Les deux camps échangeaient des tirs. Les troupes du Hezb-e Wahdat ont été battues à Kutal Kabuli mais elles avaient évacué la zone avant l'arrivée des taliban. Ceux-ci ont occupé Kutal Kabuli et Poshta Akhund. Un nouveau groupe est arrivé à bord d'environ 18 pick-up Datsun. Ils ont pourchassé les troupes du Hezb-e Wahdat jusqu'à Chaman, à une douzaine de kilomètres du centre. »

Les taliban seraient ensuite revenus dans les villages de Yakaolang et auraient imposé le couvre-feu. Les combattants ayant fui, les civils se sont crus en sécurité et ils n'ont pas tenté de quitter la région. Toutefois, les taliban se sont mis à arrêter des gens dans les rues et dans les maisons et à les exécuter.

« Ils ont d'abord ramassé les gens dans les rues puis ils sont allés de maison en maison et ont arrêté les hommes, sauf ceux qui étaient très âgés. Rien ne pouvait les arrêter et ils n'ont épargné aucune maison. La mère d'un jeune homme que les taliban voulaient emmener s'est accrochée à lui en disant qu'elle ne laisserait pas partir son ls sans elle. Les taliban l'ont frappée violemment à coups de crosse de fusil et elle est morte. Puis ils ont emmené le jeune homme qu'ils ont tué. Cette mère et son ls étaient nos voisins. Ceux qu'ils arrêtaient, ils leur attachaient les mains dans le dos et ils les emmenaient derrière Bazar Kona et ils les abattaient. Ils ont exécuté beaucoup de gens. Nous pensons qu'ils ont tué plus de 300 personnes. »

Tous les témoignages recueillis par Amnesty International contiennent des récits similaires de l'arrestation et de l'exécution de civils dans le district de Yakaolang (province de Bamiyan). L'organisation a jusqu'à présent obtenu des précisions sur plus de 170 victimes ; le nombre réel de morts est probablement supérieur à 300.

Selon ces informations, parmi les victimes guraient des agriculteurs, des enseignants, des ouvriers, des commerçants, un médecin, des charpentiers, des employés de bureau, un dignitaire religieux, des étudiants en théologie, des militants des droits humains ainsi que des boulangers. Au moins 80 personnes étaient originaires de Dara Ali, 50 de Bazar Nayak, 47 – dont sept personnes déplacées – de Kata Khana, 34 de Bed Mushkin, 17 de Kashkak, 12 de Mandik, 10 de Kutal Sorkhak, sept de Gonbadi, cinq de Feruz Bahar, quatre de Sarasiab et une de Chashma Shirin.

Les victimes étaient des villageois âgés de vingt à cinquante-cinq ans, des jeunes gens de dix-huit et dix-neuf ans, des enfants de six à quatorze ans, des personnes déplacées originaires de Dara-e Suf ainsi que des voyageurs. Six des victimes étaient des célibataires de vingt à trente ans, les autres étaient mariés et pères de famille.

Le bombardement d'une mosquée par les taliban

Soixante-treize femmes, enfants et vieillards qui s'étaient réfugiés dans la mosquée Fatemat ul Zahra ont trouvé la mort lorsque les taliban ont bombardé cet édi_{ce} situé dans le quartier de Kata Khana à Yakaolang. Des témoins ont déclaré à Amnesty International :

« Des habitants se sont réfugiés dans la mosquée en pensant que

les taliban respecteraient le caractère sacré du lieu, mais ils ont eu tort ! Il s'agissait de la mosquée Fatemat ul Zahra dans le quartier de Kata Khana. Quand les taliban ont appris qu'il y avait des gens à l'intérieur, ils ont tiré deux roquettes en direction du bâtiment. La mosquée s'est effondrée et tous ceux qui s'y trouvaient, excepté deux jeunes enfants de trois ou quatre ans, ont été tués. Les gens voulaient rechercher d'éventuels survivants mais les taliban les en ont empêchés ; ils ont gardé les lieux pendant trois nuits sans laisser personne s'approcher puis ils sont partis. Nous avons été témoins de l'attaque : elle s'est déroulée sous nos yeux. Pendant que les taliban montaient la garde, des chiens affamés ont arraché les bras et les jambes des victimes ; mais les taliban ne nous ont pas laissés les enterrer. »

Le rejet par la communauté internationale des préoccupations de la

En janvier 2001, Ko_Annan, secrétaire général des Nations unies, a déploré les massacres perpétrés à Yakaolang et demandé aux taliban de prendre immédiatement des mesures en vue de contrôler leurs troupes. Il a ajouté que les témoignages reçus rendaient indispensable l'ouverture sans délai d'une enquête en vue de traduire les responsables en justice.

Peu après janvier, Amnesty International a également condamné le massacre et appelé de nouveau la communauté internationale à mettre en place un organisme international doté d'une structure dont l'indépendance, l'impartialité et la compétence soient reconnues, a_n d'enquêter sur les massacres, d'établir les faits, d'en identi_er les auteurs et de recommander des moyens de les traduire en justice.

Mollah Mohammad Omar, chef des taliban, a non seulement nié que des massacres aient été commis mais il a interdit aux journalistes de se rendre à Yakaolang. Selon les médias internationaux, il aurait déclaré : « Je ne les autorise pas à se rendre à Yakaolang car leurs reportages ne sont pas équitables. [...] Ils sont de parti pris et ont un comportement hostile. C'est la raison pour laquelle je leur interdis [de se rendre dans la région] ».

Il a également exclu toute possibilité de dialogue entre les responsables des taliban et les organismes internationaux à propos de ces massacres, en afirant : « Ce sont leurs propres informations partiales et leur tendance à ne pas être neutres. Je considère qu'il est stupide de discuter avec ces gens. [...] Le rapport d'Amnesty International est tendancieux et, pour moi, la discussion avec ces gens-là est une chose à ignorer¹. »

En février, Human Rights Watch a publié un rapport sur le

¹. Dépêches de l'agence Reuters et de l'AFP du 27 janvier 2001.

massacre de janvier 2001 ainsi que sur les massacres perpétrés en mai 2000 à Yakaolang dans lequel elle a appelé « les Nations unies à enquêter sur les deux massacres et à surveiller systématiquement la situation des droits humains et les violations du droit humanitaire par toutes les parties à la guerre civile en Afghanistan ».

Les responsables des taliban ont rejeté les conclusions de ce rapport. Selon la presse internationale, l'un d'entre eux aurait déclaré : « Ces organisations recueillent des informations sans fondement et erronées, qui ne contiennent pas la moindre parcelle de vérité, auprès de sources malveillantes et auprès de l'opposition [...] L'Émirat islamique [les taliban] a contrôlé Bamiyan pendant plus de deux ans et demi sans que la moindre plainte ait été formulée par quelque organisme ou quelque source que ce soit². »

². AFP, 19 février 2001.

Les exécutions sommaires imputables au Hezb-e Wahdat

Selon les informations dont dispose Amnesty International, au moins quatre personnes ont été exécutées par les troupes du Hezb-e Wahdat après leur capture de Yakaolang à la fin de décembre 2000. Des témoins oculaires ont fait le récit suivant :

« Le matin, ils [les troupes du Hezb-e Wahdat] célébraient leur victoire en disant qu'ils allaient éliminer les traîtres. Ils sont allés chercher des gens surtout dans le centre de la localité, et plus particulièrement des commerçants. Ils ont aussi passé à tabac d'autres personnes. Ils ont arrêté quatre commerçants – Haji Ishaq, Nazer Moalem, Mohammad et Akbar – qu'ils ont exécutés dans le secteur de Dahan Shura, derrière Bazar Kona, à Nayak. Ils les ont emmené dans un champ et il les ont abattus. Les troupes du Hezb-e Wahdat sont restées dans cet endroit pendant sept jours environ. Nous avons assisté aux exécutions. »

Recommandations

Amnesty International est profondément préoccupée par les informations faisant état du massacre de plus de 300 personnes, des hommes non armés, ainsi que des femmes et des enfants, perpétré en janvier 2001 par les taliban à Yakaolang ainsi que par l'exécution sommaire de quatre personnes dans la même région par les troupes du Hezb-e Wahdat en décembre 2000. L'organisation émet les recommandations suivantes.

Les dirigeants des taliban doivent :

- respecter en toutes circonstances, dans les régions qu'ils contrôlent, le droit international humanitaire qui prohibe l'homicide de civils et autres atteintes aux droits humains ;
- écarter du service actif ceux de leurs membres qui sont impliqués dans le massacre (relaté dans le présent rapport) de plus de 300 personnes hommes non armés, femmes et enfants perpétré à Yakaolang ;
- faciliter l'ouverture d'une enquête sur les massacres commis à Yakaolang.

Les dirigeants du Hezb-e Wahdat doivent :

- respecter en toutes circonstances, dans les régions qu'ils contrôlent, le droit international humanitaire qui prohibe l'homicide de civils et autres atteintes aux droits humains ;
- écarter du service actif ceux de leurs membres qui sont impliqués dans l'exécution sommaire (relatée dans le présent rapport) de quatre personnes à Yakaolang ;
- faciliter l'ouverture d'une enquête sur les massacres commis à Yakaolang.

La communauté internationale doit mettre en place un organisme international doté d'une structure dont l'indépendance, l'impartialité et la compétence soient reconnues afin d'enquêter sur les massacres de Yakaolang, d'établir les faits, d'en identifier les auteurs et de recommander des moyens de les traduire en justice.

La version originale en langue anglaise de ce document a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni, sous le titre Afghanistan: Massacres in Yakaolang. Seule la version anglaise fait foi.

La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat international par LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL - ÉFAI - mai 2001.

Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents.

Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org

Pour toute information complémentaire, veuillez vous adresser à :

